

Région de gendarmerie Hauts-de-France

Division de l'appui opérationnel

Bureau de l'Immobilier et du Logement

CONSULTATION N° 2025-004-RGHF

***CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)***

Marché public de travaux pour la réalisation de l'opération suivante :

Caserne GARIN, 107 rue d'Elbeuf à AMIENS (80 000)

Caserne des JACOBINS, 54 rue des Jacobins à AMIENS (80 000)

Caserne WATRIN, 5 bis boulevard Saint-Jean à BEAUVAIS (60 000)

Caserne PA SENLIS, 86 avenue Georges Clemenceau à SENLIS (60 300)

Travaux de mise en conformité et de modernisation des ascenseurs pour les sites précités. Ce document comporte 16 pages, numérotées de 1 à 16

SOMMAIRE

1.OBJET DU MARCHÉ.....	3
2.CONTRAINTES DE FONCTIONNEMENT.....	3
2.1 – Reconnaissance des lieux.....	3
2.2 – Mesures de sécurité.....	4
2.3 – Contrôle nominatif.....	4
2.4 – Contrôle des accès.....	4
2.5 – Contrôle des véhicules.....	5
2.6 – Horaires de travail.....	5
3.GÉNÉRALITÉS.....	5
3.1 – Implantation des ouvrages.....	8
3.2 – Emplacements.....	8
3.3 – Limite de travaux.....	8
3.4 – Matériels et appareillages divers.....	8
3.5 – Démontage et enlèvement.....	8
3.6 – Accès au chantier.....	9
3.7 – Dispositions particulières.....	9
3.8 – Bureaux et logements en activité.....	9
3.9 – Sécurité.....	9
3.10 – Provenance du matériel.....	9
3.11– Amiante.....	9
4.TRAVAUX DÉTAILLÉS.....	10
4.1 – Remarques générales.....	10
4.2 – Pour l'ensemble du parc.....	10
4.3 – Fiche technique.....	10
4.4 – Organe de manutention.....	11
4.5 – Remplacement de la machine de traction existante par un modèle Gearless	11
4.6 – Extracteur.....	12
4.7 – Remplacement de l'armoire de manœuvre.....	12
4.8 – Remplacement des boites à boutons palières et cabine, indicateurs de position et direction (niveau principal).....	13
4.9 – Remplacement des portes palières (calfeutrements et impostes compris).....	13
4.10 – Mise en place d'un rideau infrarouge.....	13
4.11 – Remplacement de la porte cabine.....	14
4.12 – Révision complète des portes palières	14
4.13 – Eclairage gaine, prise de courant, stop en fond de fosse, contact poulie	14
4.14 – Mise en place de rollers cabine et contrepoids.....	14
4.15 – Modernisation de l'esthétique cabine.....	15
4.16 – Téléalarme et GSM.....	15
5.DOCUMENTS TECHNIQUES REMIS.....	15
5.1 – Prestations à réaliser.....	16

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de mise en conformité et de modernisation des ascenseurs pour les sites suivants :

- Caserne GARIN, sise 107 rue d'Elbeuf à AMIENS (80000) ;
- Caserne des JACOBINS, sise 54 rue des Jacobins à AMIENS (80000) ;
- Caserne WATRIN, 5 bis boulevard Saint-Jean à BEAUVAIS (60000) ;
- Caserne PA SENLIS, 86 avenue Georges Clemenceau à SENLIS (60300).

Le marché se décompose comme suit :

- 18 appareils sur le site de Amiens GARIN;
- 2 appareils sur le site de Amiens JACOBINS;
- 1 appareil sur le site de Beauvais ;
- 1 appareil sur le site de Senlis.

Les caractéristiques exactes et détaillées des appareils sont listées en annexe au présent CCTP. Le détail des prestations pour l'installation concernée est indiqué dans les annexes du document décomposition des prix (tableaux relatifs à la DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE ou DPGF).

Tous les travaux qui y sont indiqués respecteront en totalité le présent CCTP pour les généralités et le détail des travaux pour chacun des articles qui les concernent.

Le présent cahier des charges a donc pour objet de définir les travaux nécessaires à cette opération.

2. CONTRAINTES DE FONCTIONNEMENT

Les travaux seront réalisés en site occupé et s'effectueront dans une enceinte militaire. Le titulaire devra prendre en compte les contraintes de cohabitations entre l'entreprise et les utilisateurs, notamment en matière d'accès et de circulation.

Les travaux se déroulant en site occupé, le titulaire devra prendre un soin particulier pour les travaux qu'il réalisera. Il devra mettre tout en œuvre en matière de sécurité vis-à-vis des occupants lors de sa présence dans les bâtiments logements. L'usage de l'installation électrique devra être maintenu en fin de journée de travail ainsi que les week-ends, les jours fériés et en général pour toute absence de l'entreprise. La sécurité électrique et la protection des personnes devront toujours être assurées.

Pendant les travaux, le titulaire prendra un soin particulier à ne pas abîmer les revêtements existants. Tout arrachage de revêtement sera considéré comme dégradation à la charge de l'entreprise.

2.1 – Reconnaissance des lieux

Les soumissionnaires effectueront une visite des lieux obligatoire avant de remettre leurs offres.

L'offre retenue sera réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance. Les soumissionnaires peuvent pour cela contacter les personnes désignées ci-après :

Adjudante-chef Audrey FRUGIER Téléphone fixe : 03 22 53 57 41 Téléphone mobile : 06 08 75 89 52 Mail : audrey.frugier@gendarmerie.interieur.gouv.fr Maréchale-des-logis Globine POINRINTYEGUI Téléphone fixe : 03 22 53 57 08 Téléphone mobile : 06 79 99 74 43 Mail : globine.poinrintyegui@gendarmerie.interieur.gouv.fr
--

Section de l'immobilier et du logement
SIL/BIL / DAO / RGHF
Caserne Garin
107, rue d'Elbeuf
80 000 AMIENS

Les soumissionnaires sont réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

En aucun cas, le soumissionnaire retenu ne pourra arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou omissions pour refuser d'exécuter, dans le cadre de son marché, tout ou parties des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses prestations.

2.2 – Mesures de sécurité

Les travaux ont lieu dans une emprise dont l'accès est réglementé. Le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG Travaux.

2.3 – Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

2.4 – Contrôle des accès

Tous les personnels de l'entreprise devront être munis d'une pièce d'identité comportant une photographie pour accéder dans l'enceinte de la caserne. Des laissez-passer seront fournis par le Commandement de la caserne autant que de besoin.

2.5 – Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre.

Nota : Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du commandant de caserne.

La liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation est également remise au commandant de caserne, sur sa demande.

En outre, le titulaire s'engage à aviser immédiatement le bénéficiaire de tout acte de malveillance commis sur les installations.

L'accès au site est régi par un règlement intérieur. A l'attribution du marché, le titulaire devra fournir une liste ferme et définitive du personnel accédant au site objet des travaux, accompagnée des copies lisibles des cartes d'identité.

2.6 – Horaires de travail

Le titulaire devra limiter son intervention aux horaires suivants :
de 08h00 à 18h00 du lundi au vendredi.

A l'intérieur de ces plages de travail, des créneaux horaires pourront être exceptionnellement neutralisés pour permettre le fonctionnement de services particuliers ou d'activités ponctuelles.

3. GÉNÉRALITÉS

Les travaux sont réalisés conformément aux normes et règlements en vigueur pour les postes concernés et d'une manière générale, répondre :

- Aux dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie ;
- Aux règles de l'APSAD ;
- Au code de la construction et de l'habitation ;
- Au règlement sanitaire départemental.

Le candidat retenu devra tenir compte également des règles de l'art propres à sa profession ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Si en cours des travaux, de nouveaux textes entraient en vigueur, il pourrait éventuellement être établi un avenant correspondant aux modifications à réaliser, de façon que l'installation soit conforme aux règlements lors de la livraison du chantier.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions du CCTP peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du marché, l'entreprise y serait soumise.

Toutes les fournitures utilisées, doivent être neuves et de première qualité.

Le choix des matériaux, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages sont faits suivant les normes DTU, REEF, UTE, etc... Ils doivent répondre aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements et normalisations complétant ou modifiant les documents en vigueur, au jour de la date des soumissions.

Tous les procédés nouveaux ou « non conventionnels » ont obtenu un avis favorable des commissions techniques (CSTB, etc.). Leur mise en œuvre est faite conformément aux prescriptions définies par l'avis technique de ces commissions. Par ailleurs, ils doivent obligatoirement être couverts par la garantie biennale ou décennale suivant le cas.

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est compris dans le présent marché, notamment :

- Les études nécessaires permettant de s'assurer que les travaux à réaliser ne compromettent pas la solidité des ouvrages ou de l'installation existante ;
- Le transport et le stockage sur le chantier ;
- La manutention de l'ensemble du matériel ;
- La dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé ;
- La fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du présent CCTP, et si nécessaire :
 - Les travaux de scellements et de percements ;
 - La serrurerie nécessaire à l'implantation du nouveau matériel ;
 - Le traitement en peinture antirouille et peinture de finition des éléments métalliques ;
 - Le raccordement des systèmes d'alarme ou de télésurveillance et du système de prédictivité. Ce système ne pourra pas être remplacé à terme même temporairement par un autre système propriétaire d'une marque ou d'un constructeur ;
 - Les finitions en termes d'esthétique afin de garantir un état final identique à l'existant avant travaux ;
- L'ensemble des protections pour la sécurité des personnes à assurer pendant les travaux. Le balisage des zones à risques, les protections des baies palières et toutes protections collectives nécessaires à la sécurité des usagers ;
- La vérification de la compatibilité du disjoncteur en pied de colonne avec le matériel installé et son remplacement dans le cas d'une incompatibilité ou de dysfonctionnement constaté à la mise en service.

En tout état de cause l'offre du candidat devra être conforme en tous points à l'ensemble des prescriptions réglementaires en vigueur au jour de la remise de l'offre.

Le candidat ne pourra en aucun cas faire prévaloir une éventuelle omission, au présent CCTP, pour justifier la mise à disposition d'une installation non réglementaire à l'issue des présents travaux ou prétendre à un éventuel avenant en plus-value.

La description des travaux ci-après n'est pas strictement limitative et le titulaire du marché devra la réalisation des travaux et les fournitures nécessaires à la livraison de l'installation en parfait ordre de marche et conformes à la législation en vigueur.

Les entreprises devront tenir compte de ce facteur dans leur intervention et dans leur organisation : protection des ouvrages adjacents, nettoyage journalier, tenue du personnel, respect des horaires, respect des dates et délais d'intervention, etc.

L'opérateur économique reconnaît avoir parfaitement apprécié les servitudes propres aux accès de chantier, aux servitudes d'implantation, d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux.

Aucune modification de son forfait ne pourra lui être accordée pour une mauvaise appréciation de sa part. L'opérateur économique ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations du délai.

Par ailleurs, l'opérateur économique devra prévoir tous les moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires à la protection et au respect de l'intégralité des ouvrages existants et des espaces extérieurs. Tous les dommages qui leur seraient causés lui seront intégralement imputables. Une attention particulière sera nécessaire pour protéger les locaux occupés et respecter les plantations et tous les espaces végétalisés autour de l'emprise du chantier.

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est à la charge du présent marché, y compris :

- Les études techniques ;
- Les réglages et mises en service ;
- La fourniture et pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du CCTP ;
- Le transport de tous les équipements sur le chantier ;
- La dépose et l'enlèvement de tout le matériel ;
- Les protections ;
- L'électricité comportant, le raccordement dans le local des machines sur un tableau conforme, et l'éclairage des différents locaux ;
- La protection et la ligne d'amenée du courant jusqu'au local des machines est vérifiée pour être compatible avec les nouvelles installations. Dans le cas d'une nécessité de remplacement, le titulaire en informe le représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- Les travaux de peinture (retouche, raccord) et de vitrerie, si nécessaire ;
- La conformité des ouvrages et matériels conservés.

Les prescriptions indiquées dans le CCTP s'efforcent de renseigner le titulaire sur la nature des travaux à effectuer, leur dimension et leur localisation. Cependant, il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, tous les travaux que sa profession nécessite, et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot, en parfait état de fonctionnement et concernant la rénovation projetée.

Par ailleurs, il est précisé que le présent CCTP n'indique que la description générale des ouvrages, à charge par le titulaire de le compléter lui-même et de prévoir dans les dépenses, tous les travaux qui doivent normalement entrer dans le prix d'une réalisation exécutée conformément aux règles de l'art.

Les travaux concernant l'aménagement des installations existantes, le titulaire doit obligatoirement se rendre sur place afin de juger et d'apprécier les difficultés éventuelles, l'état des lieux, la nature des ouvrages. Une attestation de visite est jointe en annexe.

Aucun supplément n'est accepté par la suite, le titulaire étant totalement responsable de toutes les prévisions et sujétions de travaux non décrites sur les descriptifs.

Il ne peut être fait état d'une omission ou d'une mauvaise interprétation du dossier pour refuser de fournir ou de monter un dispositif, dont l'absence mettrait en cause la sécurité et le bon fonctionnement de l'installation (en partie ou en totalité) ou l'immobiliserait.

Aucune modification ou adjonction concernant la présente installation ne saurait donner lieu à une demande de plus-value si elle ne fait pas l'objet d'un ordre de service ou d'un avenant au marché. Le cas échéant, un tel avenant sera établi avec l'accord du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

3.1 – Implantation des ouvrages

Les ouvrages, objets du présent marché sont implantés en lieu et place des installations existantes.

3.2 – Emplacements

Toutes les côtes sont à relever sur place par le titulaire et sous sa responsabilité.

3.3 – Limite de travaux

La description des travaux demandés doit être impérativement finie au 30 juin 2026. Le titulaire doit tous les travaux et fournitures nécessaires à la livraison d'installations en parfait ordre de marche, conformes à la législation en vigueur et aux règles de l'art.

Le titulaire ne peut faire état d'une omission ou d'une mauvaise interprétation du dossier pour refuser de fournir ou de monter un dispositif dont l'absence mettrait en cause la sécurité ou le bon fonctionnement de l'installation en partie ou en totalité.

Aucune modification ou adjonction concernant la présente installation ne donne lieu à une demande de plus-value si elle ne fait pas l'objet d'un ordre de service ou d'un avenant au marché. Le cas échéant, un tel avenant est établi avec l'accord du pouvoir adjudicateur.

3.4 – Matériels et appareillages divers

Le matériel est de conception robuste, d'une très grande fiabilité, d'une fabrication "usage professionnel" et de présentation et protection adaptées aux influences externes caractérisant les locaux où il est installé ou utilisé.

Toutes les fournitures sont neuves et de bonne qualité. Sauf prescriptions spéciales données dans la suite du présent descriptif, tout le matériel constituant un même ensemble ou système provient de préférence d'un même constructeur.

3.5 – Démontage et enlèvement

A la charge du présent marché :

- La dépose de tout le matériel existant non réutilisé ou non récupérable ;
- La conservation et stockage du matériel récupéré en bon état pour dépannage sur les autres bâtiments du Pouvoir Adjudicateur ;
- L'enlèvement et l'évacuation de tout le matériel non récupéré.

3.6 – Accès au chantier

Le titulaire est censé s'être renseigné sur :

- Les possibilités d'accès au chantier ;
- Les emplacements de stockage de matériaux ;
- Les installations existantes ;
- Les servitudes diverses.

3.7 – Dispositions particulières

Des mesures spécifiques seront prises quant à la tenue du chantier pour prendre en compte les particularités du site. L'offre comprendra l'implantation (aux frais et risques de l'entreprise), pendant toute la durée du chantier et pour les seules installations de la caserne GARIN une base de vie (vestiaires, WC, salle de repos).

3.8 – Bureaux et logements en activité

Les travaux ne doivent en aucun cas perturber les activités de l'établissement.

Les agents devront veiller à ne pas gêner le passage des circulations (escabeaux, câbles, caisses à outils, etc....). Aucun stockage de matériel ne sera toléré dans les circulations.

Il faudra limiter au maximum les nuisances sonores. Les agents devront veiller à ne pas véhiculer de la poussière notamment lors des activités suivantes, transport de matériels, travaux en gaine technique, travaux avec les portes des Accès Chantier ouvertes, ouvertures de faux plafonds, etc... Les choix des méthodes d'exécution doivent prendre en considération ces particularités.

3.9 – Sécurité

Le chantier doit être fermé à clé. Si la porte est fermée à clé, l'ensemble des clés doivent être transmises au poste de garde chaque soir et récupéré le matin.

Sans demande préalable, aucune personne étrangère au chantier n'est autorisée à rentrer sur le site des travaux. Dans l'enceinte de l'établissement, un badge est obligatoire pour toutes les personnes de l'entreprise, il sera fourni par l'entreprise. Les indications suivantes seront inscrites :

- Le nom de l'entreprise ;
- Une pièce d'identité ;
- Le nom et le prénom de la personne

Un contrôle régulier sera effectué.

Un permis feu est établi pour toutes opérations qualifiées de « travail par point chaud ».

Cette terminologie englobe les opérations de soudage, de découpage de métaux, et toutes opérations génératrices de chaleur, d'étincelles ou de flamme nue. L'entreprise fournit pour chaque poste de travail un extincteur en validité. De plus, le permis feu est nécessaire dans le cas d'émission de poussières.

Toutes les demandes de documents, d'interventions, de coupures doivent être très anticipées.

Lors de la réception définitive des ouvrages, les observations relevées lors des opérations préalables à la réception devront toutes avoir été traitées.

La réception définitive sera effective lorsque le procès-verbal de réception sera sans réserve.

3.10 – Provenance du matériel

L'intégralité des matériels doivent être fabriqués exclusivement en France.

3.11 – Amiante

Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation de travaux sur les ascenseurs a été réalisé. Le dossier 34931_A (date de repérage du 12/05/2025), il a été identifié en zone ZPSO-008 (page 8/19 du rapport) la présence d'un conduit en fibres-ciment révélant la présence d'amiante. Ce conduit n'est en aucun cas concerné par les travaux de modernisation des ascenseurs. Il est toutefois demandé au prestataire de prendre toutes les dispositions visant à sécuriser le périmètre de l'intervention (fourniture et pose d'une protection mécanique définitive visant à isoler le conduit de l'ensemble de l'environnement de la machinerie).

4. TRAVAUX DÉTAILLÉS

4.1 – Remarques générales

L'entreprise veille à respecter scrupuleusement les caractéristiques techniques mentionnées dans les fiches détaillées du présent CCTP. Toutefois, la possibilité est offerte à l'entreprise de proposer des matériaux et équipements techniquement équivalents, seulement si ceux-ci respectent le cadre réglementaire en vigueur au moment de leur mise en œuvre.

Ces éventuelles propositions doivent impérativement être présentées et justifiées lors de la remise des offres. En cas d'omission ou de non-respect de cette clause, seules les caractéristiques techniques détaillées dans le présent CCTP sont admises, aucune dérogation ne sera tolérée ultérieurement.

4.2 – Pour l'ensemble du parc

Une attention particulière sera apportée à la conservation et le bon fonctionnement malgré les travaux en cours.

Une attention particulière sera apportée au remplacement des éléments suivants pour chaque appareil concerné ainsi que le phasage des travaux (à expliciter précisément)

- Remplacement des portes palières et cabine ;
- Remplacement des rollers ;
- Esthétique de la cabine ;
- Éclairage en gaine ;
- Remplacement de la machine ;
- Remplacement de l'armoire de manœuvre (y compris filerie et tous éléments associés) avec maintien du fonctionnement des dispositifs d'appels prioritaires pompiers (si existants) ;
- Remplacement des boîtes à bouton cabine et palière, indicateurs de position et de direction au niveau principal ;
- Révision intégrale des éléments constitutifs des portes palières ;
- Remplacement de la téléalarme et du GSM ;
- Fourniture et pose d'extracteurs d'air en machinerie (appareils hydrauliques).

4.3 – Fiche technique

Objectif

- Il est précisé que toutes les dispositions doivent être envisagées par l'entreprise pour satisfaire au décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, concernant les accès de machineries. En conséquence, si l'étude de sécurité (réalisée à la suite des travaux)

faisait apparaître des manquements, les travaux en résultant seront à la charge de l'entreprise ;

- Deux étiquettes seront collées une sur le tableau d'alimentation et une dans la boîte rouge ;
- Le disjoncteur général (pied de colonne) sera identifié par une étiquette « ASCENSEUR ».

4.4 – Organe de manutention

Objectif

- Les organes de manutention installés à demeure dans le local machinerie seront estampillés. Si la valeur ne peut être définie, ils seront remplacés conforme à la EN. 81.1. ;
- Les organes de manutention dont la hauteur du point le plus bas n'excède pas deux mètres par rapport au sol seront protégés contre les chocs directs avec les intervenants.

4.5 – Remplacement de la machine de traction existante par un modèle Gearless

- Remplacement treuil ;
- Rendre l'installation conforme au point III-2 du Décret 2004-964 du 9 septembre : « Dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée », quelle que soit la charge nominale de la cabine ;
- Les points tournants doivent être protégés ;
- Tous les crochets de manutentions permettant d'acheminer la machine à sa place sont testés et estampillés ou remplacés si nécessaire.

Descriptif du matériel

- La machine est de type « gearless » ;
- Remplacement des câbles de traction ;
- Mise en place de câbles de traction de type courroie (en polyuréthane et armée de torons d'acier, aucune lubrification ne sera nécessaire) permettant une réduction importante du niveau acoustique. Un système de sécurité permettant d'anticiper l'usure voire la rupture des éléments de traction sera noté comme un plus technique et ce système de surveillance sera actif 7j/7 et 24h/24 ;
- Le système sera équipé d'un régénérateur d'énergie permettant de réduire la consommation énergétique de l'ascenseur. Cette énergie devra être redistribuée sur les parties communes de l'établissement ;
- Remplacement du câblage électrique (liaisons entre le contrôleur de manœuvre et la cabine) ; Les câbles seront protégés par une goulotte.
- Le châssis est impérativement fourni par le constructeur du treuil ;
- Moteur 240 démarrages/heure minimum ;
- Châssis en acier soudé ;
- Tampons isolants acoustiques sous châssis, répartis en épaisseur variable pour écrasement identique quel que soit le report de masse ;
- Cales biseautées pour visserie support treuil ;
- Visserie ;
- Garde-câbles avec réglage de hauteur si treuil en porte-à-faux ;
- Machine gearless lubrifiée à l'infini ;
- La surface des mâchoires de frein est supérieure au quart de la surface du tambour ;

Conditions de pose

- Ancien treuil déposé et évacué (pas de stockage en machinerie) ;
- Sol dépoussiéré et nettoyé de toute trace d'huile. Si imprégnation béton, pose de granulés et nettoyage dessous dalle machinerie ;
- Si possible, la distance entre butée et mur est de 0,5 m pour permettre le démontage et le réglage, passage de clés à cliquets + extracteur roulement ;

- Pose d'un crochet de manutention à l'aplomb du treuil ;
- Parcours de câbles électriques en dehors du châssis avec réserve de longueur 0,3 m ;
- Pas de goulottes au sol pour faciliter le nettoyage et limiter les risques de trébuchement ;
- Si commande à variation de puissance, câble protégé par conduit MSB, jusqu'à l'intérieur du bornier ;
- Étiquette ou repère peint du sens de déplacement ;
- Les fers de châssis ou de report de masse sont d'une seule longueur (pas d'ajout avec soudure).

4.6 – Extracteur

Évacuer la chaleur accumulée et assurer une température inférieure à 40° dans le local des machines afin de garantir le fonctionnement des équipements même en période caniculaire.

Extracteur motorisé d'une capacité de 20 volumes/heure posé au plus haut de la machinerie. In thermostat réglé à 35° déclenchant la mise en route de l'extracteur et le maintenant en marche tant que nécessaire. Une protection magnétothermique et différentielle spécifique placée dans le tableau d'alimentation s'il y a de la place ou dans son boîtier spécifique si besoin. R câblage électrique soigné (en chemin de câble où tube IRO). Pose d'une grille anti pluie à l'extérieur. Pose de mousse de protection ou de signalisation si l'extracteur est dans les circulations ou surfaces de travail.

4.7 – Remplacement de l'armoire de manœuvre

Elle comporte une enveloppe de protection conformément au décret n° 2004-964 du 09 septembre 2004 et aux arrêtés du 18 novembre 2004, ayant un indice de protection minimum IP 2X. La manœuvre sera de type "collective descente" compatible avec un contrôle moteur hydraulique.

Variateur à boucle fermée selon les caractéristiques de l'ascenseur et compatible avec une machine en type « Gearless »

Objectif

- Assurer une précision d'arrêt de +/- 3 mm quelles que soient les conditions de charge ;
- Il sera apprécié et valorisé dans la note technique que le prestataire incorpore un système pouvant permettre de la régénération de courant.

Descriptif du matériel

- Régulation de vitesse à variation de fréquence incorporée dans l'armoire et /ou coffret additif et dispositif permettant la régénération ;
- Si nécessaire, encodeur fixé sur arbre rapide de la machine au moyen d'un accouplement souple ;
- Tension d'alimentation 380-415 (-8 +15 %) - 50 Hz;
- Outil de réglage incorporé ou fixé à demeure avec des vis inviolables ;
- Nombre de démarrage/heure - 240 d/h ;
- Coffret enveloppe métallique;
- Conduit de liaison tableau électrique - moteur MSB avec enveloppe plastique ;
- Boîtier d'inspection obligatoire dans le local des machines ;
- Conforme à la réglementation compatibilité électromagnétique 01/01/96 ;
- En cas de détection de surcharge capacité cabine, par mesure de courant, il y a réouverture des portes cabines et un voyant de surcharge en cabine signale ce défaut.

Conditions de pose

- La fixation de l'encodeur et la nature de l'accouplement permettent une rotation de l'arbre en maintenant un parfait alignement de l'encodeur. Ce dernier ne doit ni vibrer ni osciller. Câblage de puissance séparé des autres conduits vers tableau électrique et moteur.

4.8 – Remplacement des boîtes à boutons palières et cabine, indicateurs de position et direction (niveau principal)

- Résister aux actes de malveillance (rayures, poinçonnages, graffitis) ;
- Être conforme à la EN 81-70.

Descriptif du matériel

- Les boutons devront être de la même marque que le contrôleur pour une parfaite adéquation du matériel ;
- Positionnée aux dimensions « handicapés » (hauteur et distance) la réservation de l'ancienne boîte est occultée par une plaque inox ;
- Conforme à la norme EN 81-70 (dimension, signalisation sonore et lumineuse, synthèse vocale) ;
- Bouton d'envoi en inox, avec led de signalisation d'enregistrement de l'appel et Bip de touche ;
- Bouton du niveau principal en débord ;
- Pictogrammes de la téléalarme intégrés ;
- Écran d'affichage intégré pour téléalarme & communication ;
- Boucle inductive de la téléalarme intégrée ;
- Éclairage de secours intégré ;
- Notice d'utilisation de la téléalarme intégrées ;
- Un indicateur digital de position et de sens, de conception anti-vandale, hauteur des flèches et des niveaux minimum 40 mm ;
- Un bouton d'alarme avec symbole de couleur jaune en forme de cloche ;
- Tous les verres de protection sont au moins de type feuilleté ;
- L'indication de la charge nominale de l'ascenseur libellée en kilogrammes, ainsi que celle du nombre de personnes sont gravées en partie supérieure du plastron ;
- Le nom du fournisseur, le marquage C€ si nécessaire et le numéro d'identification de l'installation sont reproduits en partie supérieure du plastron ;
- Les repères d'étage, les symboles, les instructions sont gravées directement sur le plastron et non sur les boutons. Les couleurs et dimensions sont réglementaires. Les commandes sont accessibles aux personnes handicapées ;
- L'arrière de la boîte doit être protégé mécaniquement ;
- Le bouton SONNERIE est équipé de deux contacts NF afin de maintenir l'usage d'une sirène en cas de téléalarme ;
- La longueur des fils est suffisante pour extraire la boîte de 0,4 m ;
- Une bride maintient les câbles et les pendentifs (pas d'attache directe sur les fils).

4.9 – Remplacement des portes palières (calfeutrements et impostes compris)

- Les portes seront en finition INOX BROSSE (seuils alu) ;
- Portes 2 vantaux à ouverture centrale, Classe feu EN 81-58 ;
- Dimensions : Largeur : 800 sur 2100 mm hauteur
- Particularité, monte-charge : portes coulissantes articulées de type HP30 (acier prépeint) ; ces portes devront permettre le rétablissement total du passage libre initial.

4.10 - Mise en place d'un rideau infrarouge

- Éviter des réouvertures « violentes » des portes cabines ;
- Permettre le maintien portes ouvertes lors du chargement de la cabine ;
- Cellule photoélectrique infrarouge à émetteur-récepteur multifaisceaux ;
- Capteurs plats, à fixation par écrou fileté ou à clips ;
- Alimentation 110 V sur circuit secondaire armoire de commande ou à défaut sur 230 v ;
- Boîte de raccordement pour protection amplificateur sur toit de cabine, classe IP 55-5

4.11 – Remplacement de la porte cabine

- Résister aux eaux de lavage ;
- Résister aux actes de malveillance et/ou mauvais usage ;
- Façade et panneaux de porte finition en inox gravé ;
- Epaisseur tôle 10/10 minimum ;
- Seuil de porte en inox ajouré ;
- Entraînement linéaire par courroie (pas de bielle manivelle), moteur à régulation de vitesse ;
- Tôle chasse pied en acier prépeint ;
- La filerie sera protégée par des conduits ICT 16, fixée par des colliers en polyamide 12 noir ;
- Les câbles électriques seront attachés par des brides pour éviter que les connexions ne supportent le poids du câble ;
- L'emploi de fils souples sans embout isolant ou manchon serti est interdit pour le raccordement des contacts de porte (risque de court-circuit par un des brins des fils souples ;
- La tôle de chasse-pieds sera rivetée tous les 0,15 m et en plus fixée par 2 chevilles en partie basse ;
- Particularité, monte-charges : porte coulissante verticale automatique (acier prépeint) ; cette porte sera en adéquation avec le passage libre consécutif au remplacement des portes palières.

4.12 – Révision complète des portes palières

Procéder à la révision de toutes portes palières avec remplacement si nécessaire, des galets, contre-galets, suspensions, guides inférieurs, câbles d'accouplement. L'alignement des vantaux sera repris, les frottements contre les huisseries palières éliminés. Les vantaux dégradés seront redressés et remis en état (rayures sur habillage inox).

4.13 - Éclairage Gaine – Prise de courant – Stop en fond de fosse – Contact Poulie

- Assurer un éclairage suffisant pour distinguer les organes en gaine ;
- Assurer la commande de l'éclairage depuis la gaine ou bien du local des machines ;
- Assurer une bonne fiabilité des points lumineux (ampoules incandescentes prohibées) ;
- Assurer un éclairage de 50 lux minimum en tout point du toit de cabine et de la cuvette ;
- Bouton d'arrêt d'urgence Étiquette en langue française ou graphisme indiquant clairement la position « Stop (0) ou Marche (1) ». La collerette verte ne suffit pas sans indication d'état (risque de confusion avec les interrupteurs électriques) ;
- Un contact d'arrêt de l'appareil sera installé sur la poulie tendeuse, il sera à réarmement manuel. Ce contact servira lors d'une cassure ou en cas de détente du câble de régulateur. Il sera réglable et de classe IP 555.
- Luminaire fluorescent ou leds ;
Commande par bouton poussoir dans le local des machines commun à l'éclairage et contact en haut de gaine commandée par une drisse sur toute la hauteur de la gaine en polyamide de couleur fluorescente (la drisse sera maintenue à chaque niveau par un anneau ;
- 1 térupteur bipolaire 230 V - 16 A ;
- 1 prise de courant 3 broches - 16 A avec terre ;
- Boîte de dérivation par point lumineux avec collerettes pénétrations conduits ou câbles.
- Fixation des conduits IRO ou câbles électriques tous les 0,4 m par colliers en polyamide noir 12 ;
- Point lumineux fixé le plus près possible des serrures, sur le mur perpendiculaire, mais distance supérieure à 0,40 m des serrures - Eviter pose en fond de gaine ;
- Dimensions entre chaque point lumineux < 7 m.

4.14 – Mise en place de rollers cabine et contrepoids

- Améliorer le confort de déplacement et réduire les bruits de coulissement des équipements ;
- Platine métallique à fixer en lieu et place des coulisseaux existants cabine et contrepoids ;
- 1 galet par face d'appui soit 3 galets par coulisseau cabine et contrepoids minimum ;
- Système de ressort réglable pour chaque galet cabine et contrepoids afin d'adapter le réglage et la pression ;
- Dispositif empêchant la cabine ou le contrepoids de sortir des guides en cas de défaillance matériel ;
- En lieu et place des coulisseaux existants sur la cabine et le contrepoids ;
- Boulonner en mieux et place, pas de soudure en direct (platine intermédiaire possible pour faciliter le remplacement en maintenance) ;
- Vérification du serrage des pattes à guides et des éclisses cabine et contrepoids ;
- Vérification et reprise de l'alignement des éclisses de guides cabine et contrepoids ;
- Nettoyage des guides (poussières et vieilles graisses) ;
- Dégraissage complet des guides pour ne pas endommager le revêtement synthétique des galets

4.15 – Modernisation de l'esthétique cabine

- L'habillage des cabines sera de type ARPA ;
- Les habillages seront préalablement sélectionnés par le client avant la première réunion de lancement ;
- Remplacement des parois, ainsi que main courante (de type inox, opposé à la boîte à boutons), sol, plafond (laqué blanc intégrant un éclairage de type led) et les portes du fonds avec un verrouillage à clé.

4.16 Téléalarme et GSM

- Mettre l'installation en conformité avec le point II 2 du Décret 2004-964 du 9 septembre ;
- Permettre la désincarcération rapide de l'utilisateur bloqué dans l'ascenseur et sa tranquillisation dans l'attente de l'intervention du technicien, grâce à une liaison téléphonique entre la cabine et le prestataire ;
- Maintenir le fonctionnement en parallèle d'une sirène électronique 110 dB auto alimentée et secourue ;
- Poser un éclairage de secours si la cabine n'en est pas équipée ;
- Poser un point d'appel sur le toit de cabine ;
- Poser un point d'appel sous cabine ;
- Compatible GSM 4G ;
- La réception de la liaison bidirectionnelle, le traitement des informations définissant l'origine de l'appel, la programmation des paramètres de réglage et de dépannage ne doivent pas nécessiter l'utilisation de matériel électronique, informatique, de logiciels ou de notices techniques qui ne soient accessibles à toutes les entreprises assurant la maintenance et le dépannage des ascenseurs, et aux entreprises spécialisées dans la réception d'appels téléphonique et d'alarmes techniques ;
- Le service de réception devra être en mesure d'identifier automatiquement l'origine de l'appel ;
- Un auto control journalier du système devra permettre d'identifier une défaillance de la téléalarme qui devra être traité prioritairement.

5. DOCUMENTS TECHNIQUES REMIS

Les documents joints à la consultation sont au nombre de 3, à savoir :

NUMERO	INTITULE
1	Listing du parc complet avec
2	caractéristiques techniques
3	Planning prévisionnel technico-économique
	Attestation de visite obligatoire

5.1 – Prestations à réaliser

Sauf dispositions contraires stipulées plus loin, sont incluses :

- La manutention de tout le matériel entre la cour logistique et les machineries en partie haute du bâtiment principal et des logements, en utilisant les seuls accès techniques existants y compris tous les moyens de levage et de manutention complémentaires nécessaires. Aucun élément ouvrant des façades ne sera ouvert pour un approvisionnement moins morcelé ;
- Les protections provisoires de toutes natures, entre autres pour la sécurité du chantier : l'opérateur économique devra prévoir la mise en œuvre des dispositifs de sécurité ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation complète de tous les ouvrages prévus à son marché y compris tout engin de levage ou travaux public nécessaires aussi bien en phase d'approvisionnement à pied d'œuvre qu'en phase travaux définitive. Tous les dispositifs de protection de sécurité individuelle ou collective ;
- L'enlèvement des gravats et le nettoyage soigné du chantier après travaux
- La main d'œuvre et fournitures nécessaires pour toutes reprises, finitions, vérifications, réglages, etc ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- Tous les frais inhérents au gardiennage (si le titulaire le juge nécessaire) durant leur période de stockage et pendant toute la durée des travaux jusqu'à la réception des travaux ;
- Tous les travaux visant à assurer la sécurité des utilisateurs du site pendant toute la durée des travaux (protection et balisage de la zone d'intervention) ;
- Tout autre frais nécessaire à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- La fourniture des certificats de conformité des ascenseurs y compris EN 81-70 ;
- Fourniture des PV des blocs-portes des cabines justifiant le degré E30 à minima (si remplacées ou impactées fortement) et le PV de réaction au feu des revêtements intérieurs des cabines.